

l'utilisation future des eaux canadiennes et dire aussi si les groupes provinciaux intéressés, pour qui le règlement de la question a évidemment beaucoup d'importance, pourront présenter des instances?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, je ne peux pas promettre de déclaration prochaine, car je ne saurais dire quand nous serons en mesure de la faire.

LES FINANCES

QUÉBEC—SUGGESTION DU NOUVEAU CHEF DU PARTI LIBÉRAL AU SUJET DU REMBOURSEMENT DE LA SOMME DE 200 MILLIONS DE DOLLARS

[Français]

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Le cabinet a-t-il l'intention d'étudier une suggestion faite par le nouveau chef du parti libéral du Québec, M. Robert Bourassa, à l'effet que le gouvernement fédéral devrait rembourser à chaque Québécois sa quote-part de la somme de 200 millions de dollars que le gouvernement du Québec réclame actuellement?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le président, il est certain, et les statistiques l'ont souvent démontré, que le gouvernement fédéral verse effectivement aux citoyens de la province de Québec des sommes considérables qui dépassent largement les 200 millions de dollars, à titre de divers programmes. Si c'est ce que veut le chef de l'opposition provinciale, je dirai que nous avons déjà satisfait à sa demande.

LA SITUATION ÉCONOMIQUE

LA TENTATIVE DE REPRISE DE LA DENNISON MINES LIMITED PAR DES CAPITALISTES AMÉRICAINS

[Traduction]

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince Albert): Monsieur l'Orateur, la question que je pose au premier ministre a trait à l'annonce qu'il a faite hier soir au sujet de la Denison Mines Limited, la plus grande productrice d'uranium du Canada. Quand le premier ministre ou un autre ministériel a-t-il appris que des négociations avaient lieu entre certains actionnaires de la société Dennison et des capitalistes américains et quelles communications le gouvernement a-t-il échangées avec la société? J'aurai une question supplémentaire quand j'aurai ces renseignements.

Des voix: Oh, -oh!

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, sauf erreur, il n'y a eu aucun avis officiel d'une telle transaction. Les députés en avaient sans doute appris quelque chose par les journaux en fin de semaine. Je ne veux rien ajouter, afin de laisser place à la question supplémentaire.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, tout ce que je peux dire c'est que si nous devons poser une question supplémentaire chaque fois que nous n'obtenons aucun renseignement du premier ministre, nous n'en finirons plus.

Des voix: Bravo!

Le très hon. M. Diefenbaker: Puisqu'il en est ainsi, quand le premier ministre a-t-il pris connaissance de la situation qui l'a amené à faire une annonce de caractère aussi exceptionnel à une heure aussi insolite? Est-ce hier seulement?

Le très hon. M. Trudeau: Je répète que je n'ai reçu aucun avis officiel. Pendant la fin de semaine je crois, des personnes qui lisent les journaux m'ont fait part de l'imminence de cette transaction. On m'avait laissé entendre qu'elle aurait peut-être lieu mardi, c'est-à-dire aujourd'hui. Voilà pourquoi immédiatement après la fin de semaine j'ai fait examiner ce sujet par un groupe de ministres et nous avons pris la décision que j'ai annoncée après la fermeture du marché hier soir.

Le très hon. M. Diefenbaker: Pourquoi le premier ministre ne s'est-il pas mis en rapport avec la compagnie pour savoir ce qu'il en était, connaissant la mainmise qu'exerce le gouvernement du Canada sur les exportations d'uranium? Sans le consentement du gouvernement, les exportations sont impossibles. Pourquoi n'a-t-on pas communiqué avec la compagnie? Peut-il nous le dire? Cet incident est-il une autre conséquence typique du Livre blanc, cet arbre à fruits?

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, je veux poser au premier ministre une question qui découle de sa déclaration hier soir au sujet de la Denison Mines Limited, déclaration, puis-je le lui dire, que mes collègues et moi appuyons. Envisage-t-il de proposer des modifications à la loi sur le contrôle de l'énergie atomique afin de prévenir une mainmise étrangère éventuelle sur toutes les compagnies d'uranium du Canada ou sur un certain nombre, avant même que la menace apparaisse?

Le très hon. M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, hier ma déclaration portait sur cette